

Questions orales

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je dois avouer que je ne suis pas aussi bon lutteur que l'honorable député qui, je crois, a démontré son savoir à tout le pays, au cours de la campagne électorale, lorsqu'il a réussi à jeter dehors un de ses partisans.

Des voix: Oh, oh!

M. Hees: Mais la populace est courroucée! Le premier ministre ne sait-il pas que je jongle chaque jour avec des petits hommes de son espèce, trois dans les airs et un au sol.

M. Trudeau: Je croyais que la question supplémentaire de l'honorable député concernerait cette nouvelle manifestation de violence.

LA LUTTE CONTRE L'INFLATION—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT QUANT À L'OBTENTION D'UN CONSENSUS ENTRE DIVERS GROUPES

M. John A. Fraser (Vancouver-Sud): Ma question s'adresse au ministre des Finances. Vu ce que le ministre nous dit, faut-il comprendre que le gouvernement compte demander un consensus sans nous donner une idée des restrictions, des principes directeurs qu'il estime être nécessaires à l'heure actuelle? Comment peut-on obtenir un consensus quand on ignore tout de ce que l'autre partie pense?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Il s'agit d'abord de découvrir ce que l'autre trouve raisonnable.

* * *

● (1520)

LE CABINET

LES MOTIFS DE L'ACQUISITION D'UNE SECONDE LIMOUSINE

M. John Reynolds (Burnaby-Richmond-Delta): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre au sujet de ses voitures officielles. J'ajoute que je ne lui ai jamais posé ce genre de question, parce que je crois qu'il mérite certains égards de la part des Canadiens et qu'il a droit à une voiture officielle. Cependant, aviserait-il la Gendarmerie ou ceux qui achètent ses voitures d'en vendre une pour montrer ainsi aux Canadiens qu'il peut mener un train de vie normal?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'avoue que j'ai été bien étonné d'apprendre de la Gendarmerie qu'elle achetait une seconde voiture, car j'ai la réputation d'être économe et je savais que cette position aurait l'appui de l'opposition. Je lui ai demandé de bien réfléchir à la question, ce qu'elle a fait. Elle a donné toute une liste de motifs pour justifier la nécessité de deux voitures. Personnellement, je n'en utilise qu'une . . .

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Une à la fois.

M. Trudeau: Oui, une seule à la fois. Je pourrais probablement en utiliser deux en même temps, mais ce serait un

[M. Hees.]

exploit d'acrobatie. Je transmettrai les instances répétées du député à la Gendarmerie, pour voir si elle y peut quelque chose. Je dois dire, monsieur l'Orateur, que j'écoute ce que la Gendarmerie me dit.

M. Baldwin: Dans laquelle luttez-vous?

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

PROPOSITION D'AFFECTATION DU SOLDE EN ESPÈCES AU REMBOURSEMENT DE LA DETTE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Puisque l'inflation actuelle atteint 12 p. 100 et que le solde en espèces du gouvernement est actuellement d'environ cinq milliards de dollars, c'est-à-dire environ \$500 par contribuable du pays, le ministre peut-il nous dire s'il projette de consacrer au moins une partie, et de préférence l'essentiel de ces fonds à rembourser la dette fédérale qui est actuellement de 55 p. 100 plus élevée qu'avant l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement, et qui a fait un bond de 4.2 milliards de dollars rien que l'année dernière, et si le ministre ne compte pas rembourser la dette, peut-il nous dire à quoi va servir ce solde en espèces de cinq milliards de dollars dans son programme de lutte contre l'inflation?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je discute du problème du règlement de la dette avec les représentants des provinces depuis deux jours, et je leur ai communiqué nos prévisions budgétaires et nos besoins de trésorerie à titre confidentiel, cependant qu'ils m'informaient des leurs dans la mesure de leurs prévisions. Je leur ai dit, comme je l'ai précisé en détail au comité des prévisions budgétaires en général—je regrette que le député n'ait pas été présent alors car je sais à quel point il s'intéresse aux dépenses gouvernementales—que nous comptons utiliser ce solde en espèces non seulement pour financer nos dépenses d'ici la fin de l'année financière 1974-75, où compte tenu des échanges internationaux il nous faudra seulement 500 millions de dollars, et ce financement a déjà été effectué, mais aussi pour la relance économique de l'année prochaine qui, comme le député le sait, requiert une provision de caisse de trois millions de dollars. Nous avons déjà suffisamment de disponibilités pour donner un répit aux marchés des valeurs et des obligations de notre pays et aux provinces et au secteur privé une liberté d'action qui aura un effet modérateur sur les taux d'intérêt et favorisera ainsi la déflation.

LA POSSIBILITÉ D'UN RABAISSEMENT DU PLAFOND DE LA DETTE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Une question supplémentaire. Vu la réponse du ministre et comme il a inclus hier soir dans le bill C-42 l'autorisation d'augmenter de 2 milliards et demi de dollars le chiffre minimum des prêts du gouvernement—selon toute apparence, à l'insu de leader du gouvernement à la Chambre—le ministre nous dirait-il si cette hausse du maximum ne sera que temporaire et si le niveau de la dette pourra redescendre au plafond approuvé l'an dernier, soit au moyen d'un bill du Conseil du Trésor ou autrement, afin que la hausse approuvée hier soir ne soit pas permanente?